



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Troisième billet, juillet 2009)**

Chères habitantes et chers habitants de la commune,

Comme vous l'avez sans doute lu dans la presse, la commune de Villars-sur-Glâne, ensemble avec cinq autres communes entreprend actuellement une vaste démarche visant à l'engagement d'un processus de discussion, en vue d'une fusion à l'horizon 2016, voire 2020. L'idée est de parvenir à mettre à plat les particularités de chaque commune afin de voir si et à quelles conditions une fusion à six – voire moins – serait supportable pour chacune des communes concernées, tenant compte à la fois des réalités politiques et sociales actuelles, mais aussi des spécificités de chaque commune.

Cette démarche résulte de collaborations intenses dans différents domaines et de rencontres périodiques entre les syndics des communes dites « Coriolis », soit Corminboeuf, Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot et Villars-sur-Glâne auxquelles il convient d'adjoindre la commune de Marly. Outre le financement des infrastructures liées à la salle de spectacle de Nuithonie et de la future salle de la Ville, les cinq communes concernées ont de nombreux intérêts convergents (développement économique, culture, aménagement du territoire, infrastructures sportives, etc.). Elles ont décidé d'unir leurs efforts, en demandant aussi à Marly de faire partie du groupe, en raison de la relation étroite qui lie cette commune de la ceinture de la Ville avec les cinq autres, dans ces différents secteurs d'activités, car les années à venir nécessiteront davantage de concertation encore sur des projets régionaux qui ne pourront être supportés par une seule commune ni par l'agglo de Fribourg qui contribue néanmoins à resserrer les liens entre les communes de la ceinture de la Ville. Aujourd'hui, il est indispensable de renforcer le centre cantonal et, pour ce faire, il faut certes passer par l'Agglo, mais une fusion, à l'horizon 2016 pourra renforcer davantage cette dynamique.

Il faut cependant bien penser la fusion, car chaque commune a ses propres règles en matière financière et fiscale et les disparités sont grandes. Les six syndics sont persuadés que si l'on veut aboutir, il faut non seulement un projet de vie commun, mais il faut aussi tout mettre en œuvre pour le réussir. Le mariage ne sera réalisable que si les fiancés y trouvent chacun leurs intérêts et qu'il n'y en ait pas un qui profite de l'union au détriment des autres, car autrement ce serait un phagocytage nocif pour l'ensemble. Il faut, dès lors, absolument établir un bilan approfondi sur l'état financier de chacune des communes, suivi d'une réflexion sur les mesures pouvant

être prises afin d'équilibrer ces situations. La réflexion portera aussi sur les économies d'échelle générées par une fusion et s'attachera à vouer un soin particulier aux services de proximité, services auxquelles la population est très attachée.

Il s'agira aussi d'englober étroitement l'Etat en tant que partenaire incontournable de cette « méga-fusion ». Certes, le projet d'un nouveau décret de fusion de communes a été préparé par le Conseil d'Etat, en vue de renouveler les aides du canton aux fusions de communes et fera l'objet d'un débat au Grand Conseil. Toutefois, pour une fusion de cette importance, et au vu des conséquences qu'elle ne manquera pas d'avoir sur l'ensemble du canton, une réglementation spéciale paraît indispensable et le Conseil d'Etat doit s'engager pleinement dans cette opération. Le moment venu, cas échéant, des discussions devront inévitablement avoir lieu entre les syndics et une délégation du Conseil d'Etat.

De son côté, l'initiative "Fusion 2011" a démontré qu'il existe un certain accord au sein de la population des communes concernées à entreprendre une telle démarche. Elle a ainsi permis de déclencher le processus d'examen de la fusion à six. Un Comité de pilotage a été constitué, composé des Syndics des six Communes. Ce comité est chargé du suivi des travaux et des procédures. Il a mis en place un premier groupe de travail, composé des six Conseillers communaux directeurs des Finances et des six Boursiers communaux, chargé d'établir et d'étudier la situation financière et fiscale de chaque Commune.

Prochainement d'autres groupes de travail thématiques seront créés, pour étudier les questions de personnel, des écoles et des affaires sociales, des bâtiments et équipements, etc. Au vu des résultats des travaux, on pourra parvenir à la rédaction d'un projet de convention de fusion, à soumettre en votation à l'horizon 2013, selon une formule qui permette, si l'une ou l'autre Commune la refuse, de poursuivre le processus avec les autres.

Face à cette démarche, le comité de « Fusion 2011 » a accepté de retirer son initiative et a signé une convention avec les six communes concernées. Le conseil communal participe très activement à cet exercice et ne manquera pas de vous tenir informés des progrès réalisés, en temps opportun. A la rentrée de septembre, une première esquisse devrait se dessiner. Elle nécessitera, bien entendu, un examen approfondi, mais on verra les directions qui devront être suivies si l'on veut mener à bien cette opération.

Pour rappel, le texte de la convention peut être consulté sur le site internet de la commune : www.villars-sur-glane.ch.

Erika Schnyder, syndique